

## **A PROPOS DE LA DEMISSION DU PREMIER SECRETAIRE DE L'U.S.F.P.**

Le premier secrétaire de l'U.S.F.P. a présenté sa démission au bureau politique de son parti le 19 septembre dernier. Dans une brève déclaration à la presse, il précise: "Afin d'éviter toute interprétation qui pourrait nuire au bon fonctionnement de mon parti, j'ai laissé à mes camarades du bureau politique le soin d'annoncer la nouvelle et éventuellement de la commenter".

Ses "camarades du bureau politique" ont fait preuve de beaucoup d'esprit inventif pour trouver une explication et commenter la dite démission dans un communiqué des plus officiels. Le premier secrétaire de l'U.S.F.P. aurait démissionné "pour protester contre la falsification des élections"...

Qui aurait donc falsifié ces fameuses élections ? L'U.S.F.P. ? Son bureau politique ? Ou encore le ministère de l'intérieur ? Fallait-il alors démissionner de l'U.S.F.P. ou prendre position pour dénoncer le trucage, boycotter les instances élues, et par conséquent "protester" politiquement, de façon conséquente, crédible et constructive ?

En privé, l'ex-premier secrétaire aurait déclaré que son parti était devenu ingérable, le ministère de l'intérieur décidant dans une large mesure, par personnes interposées, de la politique à suivre par le parti.

Les divergences au sein du parti ont, à ce propos, éclaté au grand jour entre les partisans de la participation sans condition, et ceux qui s'y opposent soit totalement, soit en espérant un plus grand nombre de portefeuilles.

Rappelons que l'ex-premier secrétaire, rentré d'exil, avait mis tout son poids et toute son énergie en faveur du "processus démocratique" et de la participation aux élections annoncées par le pouvoir. Exhortant ses militants peu convaincus de la participation aux élections, il allait jusqu'à leur reprocher leur laxisme et leur manque d'activisme en faveur de la démocratie à la marocaine (voir ses multiples discours devant les instances de l'U.S.F.P.). Sa responsabilité "historique" dans la caution apportée (en toute connaissance de cause) au pouvoir et à sa mascarade électorale est donc indéniable. Il a d'ailleurs déclaré suite à sa démission: "Je n'ai fait qu'appliquer les règles de l'alternance: quand on échoue, on passe la main" (Jeune Afrique, du 7 au 13 Octobre 1993).

Saluons le courage de l'ex-premier secrétaire qui avoue publiquement son échec, et espérons que son exemple sera suivi par tous ceux qui continuent à prendre leurs désirs pour des réalités...

Les leçons du soi-disant processus démocratique sont claires et sans équivoque: toute caution apportée à la démocratie de façade dans le cadre d'un pouvoir absolu, et en l'absence des fondements politiques de la démocratie, ne peut que se retourner contre son auteur. Seule la lutte démocratique pour une assemblée constituante, une constitution qui assoit la souveraineté populaire, des institutions réellement élues et réellement représentatives... permettra de sortir notre pays du cercle vicieux de la démocratie avortée. Telle a été et restera la position de notre parti. Et à tous les démocrates qui tireraient les mêmes conclusions, nous exprimons à nouveau notre pleine disposition pour la constitution d'un front démocratique véritable et notre engagement dans l'action démocratique unitaire sur des bases saines et sérieuses.